



Résumé d'entretien : Surintendant Mike McDonell (Police provinciale de l'Ontario)

Le surintendant Mike McDonell a été interviewé par Frank Au, Eric Brousseau, Mark Pritchard et Étienne Lacombe le 16 août 2022. Les questions relatives au présent résumé doivent être renvoyées à Frank Au.

Les avocats de la Commission fournissent entre [crochets] des notes explicatives à l'intention des lecteurs.

Contexte

Expérience du surintendant McDonell

Le surintendant McDonell a travaillé à la Gendarmerie royale du Canada (**GRC**) et à la Police provinciale de l'Ontario (**PPO**) pendant plus de quatre décennies, occupant des postes avec des responsabilités liées à d'importants événements, y compris les Jeux olympiques de 2010, le Sommet du G20 et les Jeux panaméricains et parapanaméricains. Il a aussi occupé des postes de direction dans de nombreuses enquêtes criminelles sur le crime organisé national et international et sur la sécurité nationale. Il possède de l'expérience à titre de commandant des interventions critiques et de chef des interventions en cas d'incidents graves, et il a été responsable du Centre d'opérations de la province (**COP**) et du Centre des opérations d'urgence (**COU**). Durant les événements du Convoi de la liberté, le rôle du surintendant McDonell a évolué dans la foulée des événements, mais, en général, son rôle consistait à gérer et à coordonner le flux d'information ayant trait à la connaissance de la situation et aux mesures d'intervention de la PPO.

Système de commandement des interventions

Le surintendant McDonell a expliqué en détail les trois niveaux du système de commandement des interventions utilisé par la PPO : commandement des interventions (**CI**), commandement des interventions critiques (**CIC**) et commandement des incidents critiques majeurs (**CICM**). À la GRC, ces niveaux sont connus aussi comme la structure de commandement Bronze-Argent-Or, respectivement. L'Association des chefs de police de l'Ontario (**ACPO**) a également élaboré une structure de commandement d'incidents à cinq niveaux. Les niveaux 300 à 400 correspondent au niveau CIC, et le niveau 500 correspond au niveau CICM. Ces commandements peuvent être déployés par un corps policier en réponse à des événements de sécurité publique, selon la gravité de la situation :

- Un CI est établi en réponse à un incident majeur qui dépasse la capacité d'un détachement local de la PPO, comme gérer un plan de circulation lorsque, par exemple, un secteur du centre-ville est fermé en raison d'un incendie. Il est chargé



de l'aspect opérationnel de la normalisation d'une situation, et tous les détachements de la PPO devraient avoir des commandants de niveau CI.

- Un CIC est établi en réponse à des incidents plus graves, comme les interventions dans une situation impliquant une arme à feu. Dans un tel cas, le rôle du CIC est d'isoler le périmètre de l'incident, de maîtriser l'individu à l'origine de la menace à la sécurité publique, d'évacuer les environs, d'entrer en contact avec la personne armée et de tenter de désamorcer la situation au moyen de négociations. Le CIC est chargé de résoudre l'incident, en utilisant une équipe intégrée (multidisciplinaire; une unité de tactique d'intervention, une équipe d'intervention d'urgence, des négociateurs en situation d'urgence, des enquêteurs, etc.) pour négocier une reddition pacifique ou, au besoin, approuver et déployer une intervention tactique.
- Un CICM est établi pour répondre à un ou plusieurs incidents qui exigent une coordination opérationnelle, un équilibre des ressources et le maintien des plans d'urgence. Le CICM est le point central de tous les flux d'information, et de la surveillance et de l'orientation des actions des CIC déployés aux incidents individuels, ce qui fournit le plan d'ensemble le plus large possible de la situation.

La PPO a adopté un programme de formation rigoureux en matière de CIC. Les candidats aux CIC doivent suivre un cours de cinq semaines comprenant une formation sur les capacités des unités de police spécialisées et sur la façon de les harmoniser, de même qu'une formation poussée axée sur des scénarios réservés aux CIC. Une fois le cours terminé, les candidats aux CIC sont supervisés sur le terrain jusqu'à ce qu'ils puissent résoudre, de façon constructive, une prise d'otages armée impliquant une personne barricadée. Les CIC et les CICM doivent ensuite suivre une formation tous les ans, surtout en matière d'accès forcé avec explosif. Les CIC doivent être calmes et fournir un second examen objectif des événements. Cette formation doit être suivie tant par les CIC que par les CICM, qui doivent faire preuve d'un comportement calme.

Application des niveaux de commandement des interventions au Convoi de la liberté

Le surintendant McDonnell a expliqué que le Convoi de la liberté est passé d'un incident de niveau CI à un incident de niveau CICM en janvier et février 2022. Avant son arrivée à Ottawa, le Convoi de la liberté était un incident de circulation de niveau CI où le rôle principal de la PPO était d'assurer la sécurité publique, de gérer la circulation sur les autoroutes (surtout pour minimiser tout obstacle au flux normal des échanges commerciaux créé par le volume du Convoi de la liberté) et de maintenir la sécurité. Lorsque le Convoi de la liberté est arrivé à Ottawa les 28 et 29 janvier et a occupé la rue Wellington, il est passé à un incident de niveau CIC en raison du discours antigouvernemental et des menaces de violence proférées par les manifestants, ainsi que des menaces potentielles que présentaient les véhicules des manifestants. Au début de février, le Convoi de la liberté est passé à un niveau CICM en raison des multiples incidents et manifestations qui avaient lieu dans différentes villes et différents points d'entrée.



Différence entre commandement stratégique et commandement opérationnel – Importance de l'autonomie d'un CIC

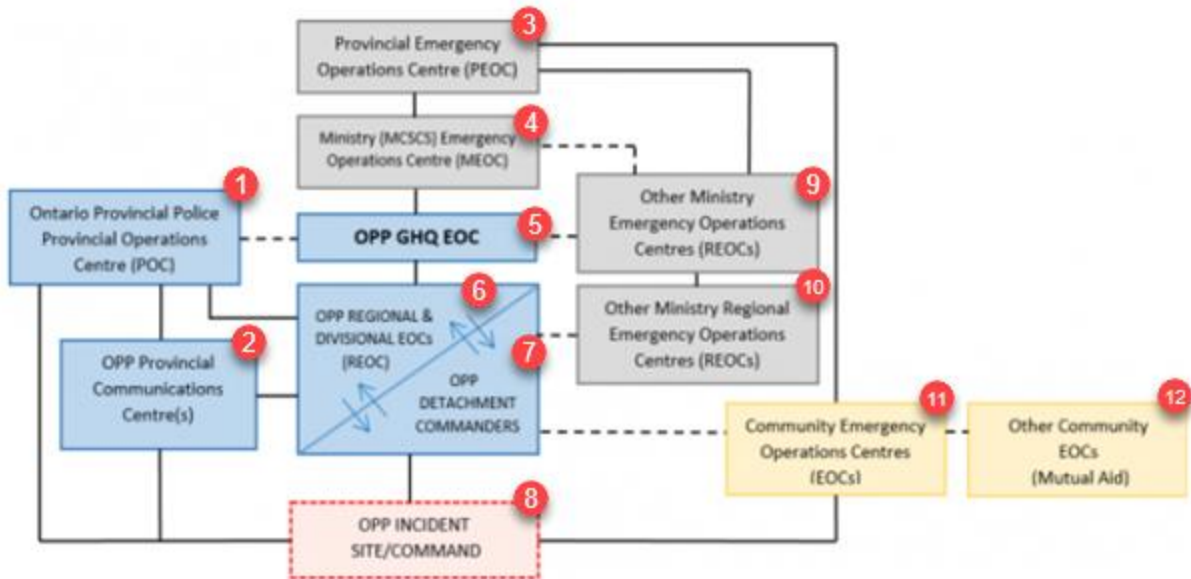
Le commandement stratégique est fourni par les hauts dirigeants des services de police et sert de filet de sécurité au commandement opérationnel (CIC ou CI). Le rôle du commandant stratégique est de s'assurer que l'information parvient au CIC et que le CIC a les ressources requises pour gérer l'incident. Le commandant stratégique soutient le CIC en maintenant une connaissance générale de la situation, et il permet au CIC de se concentrer sur la gestion de l'incident.

Il est attendu du commandant stratégique et des supérieurs des CIC qu'ils doivent respecter l'autonomie du CIC pour prendre des décisions opérationnelles. Le CIC a besoin d'une autonomie pour qu'on puisse identifier et exploiter rapidement les occasions pour résoudre l'incident. Le CIC doit aussi être en mesure de se concentrer sur l'incident et les conseils reçus des experts en la matière. La formation en matière de CIC de la PPO met l'accent sur l'importance de l'indépendance opérationnelle du CIC. Le surintendant McDonell a déclaré qu'il avait toujours la certitude que ses supérieurs appuieraient ses décisions en tant que CIC et que les commandants stratégiques ou les supérieurs n'avaient jamais remis en question ses décisions à titre de CIC ou tenté de s'impliquer de façon intensive dans la prise de décisions au niveau CIC.

Rôle durant le Convoi de la liberté

Le surintendant McDonell a participé dès le début des événements liés au Convoi de la liberté, et son rôle a évolué considérablement dans la foulée des événements. Au début, il coordonnait et encadrait les membres du personnel du COU pour surveiller les différentes sources d'information et les mettre en communication avec d'autres corps de police.

Le Centre des opérations d'urgence du quartier général de la PPO (**COU QG PPO**) est configuré et opérationnalisé en recourant au système de gestion des incidents de l'Ontario. Le COU QG PPO est organisé au sein de l'ensemble du cadre provincial de coordination de la gestion des urgences comme suit :



Traduction de l'image

- 1) Centre d'opérations de la province de la Police provinciale de l'Ontario (COP)
- 2) Centre(s) des communications provincial de la PPO
- 3) Centre des opérations d'urgence provincial (COUP)
- 4) Centres des opérations d'urgence des ministères (COUM) —(MSCSC)
- 5) COU QG PPO
- 6) COU régionaux (COUR) et divisionnaires de la PPO
- 7) Commandants des détachements de la PPO
- 8) Site de l'incident/du commandement de la PPO
- 9) Autres centres des opérations d'urgence (COUR) des ministères
- 10) Autres centres des opérations d'urgence régionaux (COUR) des ministères
- 11) Centres des opérations des urgences (COU) communautaires
- 12) Autres COU communautaires (aide mutuelle)

Le surintendant McDonnell assurait aussi une bonne communication entre le COU et le COP.

Le COP est conçu pour répondre au besoin d'un centre de commandement moderne et centralisé pour les opérations de la PPO. Un inspecteur, un sergent et un analyste opérationnel y sont disponibles tous les jours 24 heures sur 24, 365 jours par année.

La vision du COP est d'agir à titre de concept de gestion de l'information; de jouer le rôle de lien central des communications au niveau provincial; de fournir un suivi provincial des opérations; d'agir en tant qu'un réel bureau principal opérationnel et un point de contact unique où les cadres supérieurs, le personnel de la PPO, d'autres organismes gouvernementaux et les services de police puissent avoir accès à l'information sur la situation pour la province de l'Ontario.



La mission du COP est la suivante :

- Accroître la connaissance de la situation
- Fournir des renseignements tactiques
- Gérer efficacement l'affectation des ressources
- Communiquer de façon claire et concise

Les responsabilités du surintendant McDonell comprenaient effectuer une analyse quotidienne de l'environnement, réaliser un examen du renseignement lié au convoi avant son arrivée à Ottawa et aviser le commissaire de la PPO Thomas Carrique des risques connus ayant trait au Convoi de la liberté. Sa première tâche a été un appel avec le Renseignement le 21 janvier 2022 afin de discuter de la direction du convoi et des ressources en place pour préparer des trousse de renseignements.

Lorsque le Convoi de la liberté est arrivé à Ottawa le 28 janvier 2022, et par la suite, le surintendant McDonell a joué un rôle de plus en plus important dans le déploiement équilibré des groupes de maintien de l'ordre public (**GMOP**) en fonction des besoins de telles ressources partout en Ontario. Il était membre du Comité de gestion des urgences de l'ACPO et coprésident du comité de protection civile de l'Association canadienne des chefs de police, qui a facilité le rôle nécessaire de coordination, qu'il a assumé. Lorsque les manifestants ont commencé à cibler Toronto et Windsor, il est devenu évident qu'on devait coordonner des ressources limitées.

À partir du 3 février 2022, le surintendant McDonell a participé à de nombreuses réunions auxquelles ont assisté des groupes importants de hauts dirigeants des services de police. Ces groupes comprenaient :

- des hauts gestionnaires des opérations tactiques policières (inspecteur/surintendant/surintendant en chef)
- des dirigeants des services de police (chef/adjoint au chef)
- des hauts dirigeants des services de police responsables d'incidents précis (p. ex., manifestation illégale à Ottawa, blocage au pont Ambassador)

À ces réunions, le surintendant Pat Morris de la PPO a donné des présentations d'information sur le renseignement, tandis que les services de police touchés ont donné des mises à jour sur la situation sur le terrain et ont fait le point sur ce à quoi ils s'attendaient pour les jours à venir.

Le 4 février 2022, le surintendant McDonell a commencé à travailler avec le service de police de Windsor (**SPW**) après avoir reçu un appel du surintendant de l'époque, Jason Crowley, du SPW.

Le surintendant Crowley a informé le surintendant McDonell de la possibilité de ralentissements à la circulation et d'un blocage potentiel du pont Ambassador. Peu après, de concert avec le surintendant d'état-major du service de police de Toronto Peter Moreira et le surintendant de la police régionale de Waterloo Tom Berczi, le surintendant McDonell a commencé à se concentrer sur la coordination des équipes limitées de GMOP



des services de police en Ontario (organisés en centres de contrôle GMOP de l'est, du centre et de l'ouest) aux fins de déploiement dans différentes régions.

Le Service de police de Toronto (**SPT**) a dirigé le centre de contrôle central, qui comprenait 292 agents de GMOP du SPT, 52 agents de GMOP du Service de police régional de Durham, 104 agents de GMOP du Service de police régional de York et 31 agents de GMOP du Service de police du Grand Sudbury, et des sections requises de GMOP de la PPO. Le centre de contrôle de l'ouest comprenait des petites équipes de GMOP du Service de police régional de Peel, du Service de police de London, du Service de police régional de Waterloo et du Service de police de Hamilton et exigeait des sections de GMOP de la PPO. Le centre de contrôle de l'est ne comprenait pas le Service de police d'Ottawa (**SPO**), car le SPO était occupé à gérer le Convoi de la liberté à Ottawa. Le surintendant McDonell a facilité la coordination des équipes de GMOP et s'est assuré que le commissaire Carrique avait un portrait opérationnel le plus complet possible.

Vers le 9 février 2022, le surintendant McDonell a coordonné les appels du commissaire Carrique avec les 12 plus importants services de police (« *Big 12* ») pour donner à ces chefs un portrait opérationnel commun de la situation et harmoniser leurs réponses aux événements liés au convoi [« *Big 12* » renvoie aux services de police de Durham, de Halton, de Hamilton, de London, de Niagara, d'Ottawa, de Peel, de Sudbury, de Toronto, de Waterloo, de Windsor et de York]. Ces réunions ont commencé le 10 février 2022 et, à partir de ce moment, le surintendant McDonell s'est impliqué davantage dans l'échange de renseignements entre ces services de police.

Après que l'Ontario ait déclaré l'état d'urgence le 11 février 2022, le surintendant McDonell s'est affairé à interpréter le règlement provincial sur les mesures d'urgence et à communiquer l'information et les possibilités d'application de la loi aux membres de la PPO et aux services de police partenaires externes.

Intervention policière à Windsor

Les discussions entre la PPO et Windsor ont commencé le 4 février 2022.

Le soir du 6 février 2022, le surintendant Crowley à l'époque a demandé de l'aide, et la PPO a immédiatement envoyé environ 35 voitures avec du personnel pour établir un plan de circulation [en réponse au blocage du pont Ambassador] pour aider le SPW.

Un « commandement unifié » (**CU**) s'est exercé rapidement à Windsor. Le commandant de la PPO (la surintendante Dana Earley) et le commandant du SPW (le surintendant Crowley) ont exercé à tour de rôle la direction du CU.

[Un CU est une cellule de commandement formée de dirigeants qualifiés de divers organismes ou différentes disciplines policières. Lorsqu'une menace à la sécurité publique est imminente, ou lorsque des décisions doivent être prises rapidement dans un contexte où le temps est compté, le CICM est le décideur ultime. Dans la mesure du possible, les décisions sont prises par le CICM en fonction d'un portrait opérationnel



commun élaboré de concert au moyen d'enquêtes et de renseignements. À mesure que l'événement évolue et que le potentiel de communication, de dialogue et de collaboration augmente, la responsabilité revient aux commandants de prendre les décisions du commandement liées à la capacité estimée comme la meilleure méthode pour influencer l'événement.]

Le CU a bien fonctionné à Windsor en raison d'une gérance saine. Les CIC avaient à l'esprit, dès le début, la résolution et le rétablissement de l'ordre. Ils étaient prêts à utiliser tous les pouvoirs législatifs auxquels ils avaient accès. Ils ont commencé à trouver des petites occasions de défendre le terrain. Par exemple, la police de Windsor a refusé aux manifestants l'accès à l'arrière du point d'entrée. En bloquant l'accès à ces rues, elle pouvait concentrer ses efforts sur une arche de 180 degrés plutôt que sur un cercle complet. Elle a immédiatement commencé le remorquage et elle s'est concentrée sur l'application de la loi.

La mise en place d'un CU dès le début à Windsor a été cruciale au succès de la police. Cela a créé un environnement convivial axé sur les solutions. Le CU a également été bénéfique, car les réactions aux développements à Windsor auraient une incidence sur d'autres autoroutes et postes frontaliers sur le territoire dont la compétence relève de la PPO.

Intervention policière à Ottawa

Le surintendant McDonell a été surpris du fait que le SPO ait permis aux camions de venir au centre-ville et de la manière dont les manifestants ont pris le contrôle du secteur aussi rapidement et facilement. Selon lui, le SPO aurait dû empêcher les camions d'entrer dans le centre-ville, comme la police avait fait dans sa planification d'événements majeurs comme la fête du Canada. À la connaissance du surintendant McDonell, la PPO n'a pas discuté avec le SPO d'une stratégie visant à empêcher les camions d'entrer dans le centre-ville. Le SPO sait très bien comment maintenir l'ordre public compte tenu de la fréquence des manifestations dans la capitale. Le surintendant McDonell s'attendait à ce que le SPO soit en mesure de gérer l'événement. La PPO reconnaît qu'une planification adéquate exige d'équilibrer les droits de tout un chacun, y compris les droits des manifestants prévus dans la *Charte* et les intérêts des résidents d'Ottawa en matière de paix et d'ordre. Selon le surintendant McDonell, tout plan doit comprendre des options de rechange, plus communément appelées « plan B » et « plan C ».

Dans le cadre du rôle élargi que la PPO a assumé pour aider le SPO et coordonner les services de police au niveau provincial en réponse aux manifestations liées au Convoi de la liberté, le surintendant principal de la PPO, Carson Pardy, a dirigé la PPO et a représenté d'autres services de police au sein de l'équipe de planification intégrée des ressources (**EPIR**) affectée à la région de la capitale nationale. L'EPIR était formé d'experts en la matière de l'ensemble de la province (y compris certains des meilleurs planificateurs de la PPO et du SPT). Le rôle de l'EPIR était d'appuyer le SPO et de transmettre ses connaissances et son expertise, pour favoriser une relation de collaboration et créer une cellule de leadership collectif. L'objectif de l'EPIR était d'aider



le SPO dans tout ce dont il avait besoin. Selon le surintendant McDonell, les chefs-adjoints Bell et Ferguson ont répondu positivement aux efforts de l'EPIR.

Le surintendant McDonell n'a pas répondu positivement à la demande initiale du chef Sloly d'obtenir 1 800 agents. Selon lui, il n'y avait pas de plan corroborant ce chiffre (p. ex., une ventilation des types d'agents requis), et il était difficile d'affecter les ressources limitées de la PPO sans un plan opérationnel adéquat.

Le 10 février 2022, la PPO a émis un avis de mobilisation provinciale afin de redéployer à la première ligne des membres de détachement et des membres autres qu'en première ligne de la PPO en réponse aux « manifestations émergentes et en cours dans l'ensemble de la province »¹. Le surintendant McDonell a expliqué que ces membres ont leurs fonctions quotidiennes et que leur redéploiement n'a pas été une tâche simple. La PPO devait savoir comment on utiliserait ces agents sur les lieux des manifestations pour évaluer la valeur de leur redéploiement comparativement à ce qu'ils faisaient typiquement.

Le flux de communications du SPO à l'EPIR s'est amélioré le 12 février 2022, alors que le SPO a lancé son centre de commandement intégré.

Après la démission du chef Sloly, le SPO a changé sa position. Vers le 16 février 2022, des ressources ont été obtenues de l'ensemble du pays pour appuyer le plan opérationnel élaboré par le SPO et l'EPIR (un processus qui a été entamé bien avant la démission du chef Sloly) et pour répondre aux besoins urgents déterminés dans le cadre du processus de planification.

Le surintendant McDonell a expliqué que la PPO a déployé 988 membres à Ottawa au cours de la manifestation, ce qui s'est révélé le plus important déploiement non planifié de l'histoire de la PPO². Selon lui, les ressources ont été déployées plus rapidement à Windsor, car, à cet endroit, on avait immédiatement créé une cellule de planification, intégrant les différentes capacités du SPW, de la GRC et de la PPO et en raison de la volonté du SPW à sincèrement collaborer avec des partenaires externes.

Invocation de la Loi sur les mesures d'urgence

Pour gérer des événements comme le Convoi de la liberté, la police compte souvent sur les accusations d'intimidation ou de méfait en bloquant ou en obstruant une autoroute en vertu du *Code criminel*. La police compte aussi sur les infractions au titre du *Code de la route* et les pouvoirs de common law. Des injonctions peuvent aussi être envisagées.

Selon le surintendant McDonell, les pouvoirs d'urgence ont été utiles, mais pas nécessaires. L'effet psychologique des déclarations d'urgence (et particulièrement l'interdiction d'amener des mineurs sur les lieux des manifestations, ainsi que le *Décret*

¹ ECT - Avis de mobilisation provinciale, 10 février 2022 : **OPP00000003**.

² Compilation du nombre d'ETP, Ottawa, 3 mars 2022: **OPP00000017**.



sur les mesures économiques d'urgence) aurait pu décourager les manifestants de se rendre ou de demeurer sur les lieux, ce qui aurait réduit l'empreinte de la manifestation.

Cependant, il y avait suffisamment de pouvoirs légaux pour que la police puisse rétablir l'ordre avant que la province ou le fédéral déclare un état d'urgence. La police n'a pas besoin de pouvoirs supplémentaires pour intervenir dans des événements tels que ceux de janvier et février 2022.